

Qu'entend-on par stratégie révolutionnaire aujourd'hui

lundi 19 juin 2006, par [CALLINICOS Alex](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2006).

Ce texte fait partie d'un dossier-débat publié en mars 2006 dans la revue *Critique communiste*. Tous les articles de ce débat sont reproduits dans cette rubrique.

Sommaire

- [L'ombred du passé](#)
- [L'Etat et la révolution \(...\)](#)
- [Programme et parti](#)

Dans son dernier livre, Daniel Bensaïd fait référence à *l'éclipse de la raison stratégique* (1). C'est une formule qui en dit long, et qui fait apparaître un vif contraste entre la situation actuelle de la gauche radicale et révolutionnaire et les conditions très différentes qu'elle connaissait à la fin des années 1960 et dans les années 1970.

Il y avait alors toute une série de débats, riches et passionnés, sur la stratégie révolutionnaire, qui comportaient à la fois une redécouverte des discussions classiques de l'époque des Deuxième et Troisième Internationales, Luxemburg et Kautsky contre Bernstein, Luxemburg contre Kautsky, Lénine et Trotsky contre Kautsky, les révolutions russe, allemande et chinoise, la lutte contre le fascisme, les Fronts populaires, et les efforts chaudement argumentés pour remplir les tâches de l'extrême gauche contemporaine face, en particulier, aux défis posés par la chute des dictatures en Europe méridionale, la Révolution portugaise, et les perspectives de progrès de la gauche en Italie (2).

Vers la fin des années 1970, ces débats prirent fin, mais ce n'était pas parce que les diverses hypothèses avancées avaient subi, à travers le test de la pratique, un processus de sélection naturelle qui avait éliminé les mauvaises, ou tout au moins réduit les options stratégiques.

Bien au contraire, une vague de réaction les avait rendues politiquement sans objet, face à la dégénérescence du compromis historique italien en un pacte permettant une répression généralisée et la défaite historique des travailleurs de Fiat en 1980, les débuts de l'offensive néolibérale avec l'élection de Thatcher et Reagan, le coup d'Etat militaire qui brisait Solidarnosc en tant que mouvement ouvrier de masse, et la capitulation du gouvernement Mitterrand devant le marché. La discussion sur l'équilibre entre la coercition et le consensus dans le maintien et le renversement de l'hégémonie bourgeoise, sur l'importance relative des revendications socialistes et démocratiques dans la lutte anticapitaliste, sur la question de savoir si le parlement et les soviets pouvaient être combinés, ou si les révolutionnaires pouvaient participer à des gouvernements de gauche, se retirèrent sur un plan élevé d'abstraction que bien peu se souciaient désormais d'escalader.

Ce que Bensaïd appelle le *degré zéro de la stratégie* domina le reste du 20^e siècle en même temps que la retraite de la gauche et du mouvement ouvrier se transformait en débâcle générale et que l'impérialisme néolibéral s'affermissait mondialement après la fin de la Guerre Froide (3).

Aujourd'hui, pourtant, les débats stratégiques sont relancés au sein de la gauche radicale. Pour prendre l'exemple le plus évident, la participation à un gouvernement de gauche est à nouveau une question brûlante, en partie parce que Rifondazione Comunista a décidé de participer au gouvernement si la coalition de centre-gauche gagne les élections législatives d'avril, mais cette discussion répond à d'autres stimuli, notamment la présence d'un membre de Democrazia Socialista (DS), section brésilienne de la Quatrième Internationale, dans le cabinet de Lula, et la campagne habituellement *sotto voce*, de la part d'éléments internes et externes à la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), en vue de la participation de la Ligue à un futur gouvernement de gauche plurielle (4).

Il est important d'identifier correctement les données de ce nouveau débat stratégique. Il est clair qu'il n'y a pas eu de renversement fondamental du rapport des forces de classe, défavorable au mouvement ouvrier, qui s'est développé à la fin des années 1970 et pendant les années 1980. Les grèves du secteur public français de novembre-décembre 1995 ont marqué le début d'une phase qualitativement nouvelle de résistance au néolibéralisme, mais il nous reste à assister à un retour de luttes ouvrières offensives (5) comparables à celles de mai-juin 68 en France, au *cordobazo* argentin de 1969, à l'automne chaud italien de la même année, aux luttes contre le gouvernement Heath en Grande Bretagne en 1970-1974, à la Révolution Portugaise de 1974-1975, et aux grèves de masse en Espagne lors de l'agonie de Franco et de sa dictature en 1975-1976.

Les luttes ouvrières demeurent, dans l'ensemble, dispersées et défensives, et dans certains pays (dont la Grande Bretagne, hélas !) rares, selon des critères historiques. Les causes de cette situation constituent les sujets les plus importants d'analyse et de discussion marxiste, mais, quelle que soit la façon dont il est expliqué, le fait d'un manque relatif de combativité de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés constitue un paramètre stratégique de base.

En même temps, l'apparition du mouvement altermondialiste tout au long d'un arc de lutte qui a commencé au Chiapas en janvier 1994, explosant dans la sphère publique du Nord à Seattle et à Gênes, a marqué une généralisation et une radicalisation de la résistance au néolibéralisme.

La combinaison de ce mouvement avec la campagne contre les guerres d'Afghanistan et d'Irak lui a donné davantage de tranchant anti-impérialiste et, dans les pays européens les plus directement impliqués dans la conquête de l'Irak, une audience populaire à une échelle sans précédent. Deux développements plus récents méritent d'être soulignés.

D'abord, dans certaines parties de l'Amérique latine, la résistance a atteint un niveau qualitativement nouveau : en particulier, le mouvement populaire centré sur El Alto, la ville des pauvres au dessus de La Paz, qui a renversé le président bolivien, Carlos Mesa, en mai-juin 2005, représente, au niveau de l'auto-organisation, de l'action de masse continue et des revendications, quelque chose que nous n'avions pas revu depuis le milieu des années 1970.

Deuxièmement, la résistance au néolibéralisme a commencé à entrer en intersection avec la crise à bien plus long terme de la social-démocratie, créant les conditions de réalignements politiques qui pourraient produire des gauches radicales opposées au social-libéralisme bien plus fortes. Parmi les exemples les plus importants de 2005 figurent la victoire de la campagne pour le Non de gauche au référendum français sur la constitution européenne, la percée du Linkspartei aux élections fédérales allemandes et (à une échelle beaucoup plus modeste) de Respect aux élections générales britanniques, les avancées opérées par le Bloc de Gauche portugais et l'Alliance rouge-verte au Danemark dans leurs élections nationales, et l'afflux d'anciens membres déçus du Parti des Travailleurs brésilien (PT) dans le nouveau Parti du Socialisme et de la Liberté (P-SOL).

Dans tous ces cas, des marxistes révolutionnaires sont engagés, soit dans la construction pratique de nouvelles formations politiques de gauche radicale (c'est vrai de la plupart des cas mentionnés ci-

dessus) ou à tout le moins dans un processus de discussions pouvant mener à une telle formation (comme en France). Ainsi, malgré le fait que nous n'avons pas, au moins au Nord, assisté à des luttes ouvrières offensives et victorieuses d'échelle significative, nous vivons une nouvelle période de radicalisation politique dans laquelle les gauches radicale et révolutionnaire jouent un rôle. Il est clair qu'il s'agit là d'une situation contradictoire et fragile qui n'autorise aucun triomphalisme : à moins que le monde du travail n'impose des revers, ne serait-ce que temporaires et partiels, aux patrons, et ne commence à mener des luttes susceptibles de renverser l'équilibre des forces de classe en sa faveur, la radicalisation politique risque fort de n'être qu'un phénomène passager.

Cela dit, avec les avertissements et les relativisations nécessaires, le fait demeure que nous sommes dans un monde politique très nettement différent de celui des années 80 et 90. De plus, c'est un monde dans lequel la gauche radicale et révolutionnaire n'est pas très importante, certainement pas comme nous la souhaiterions. Même les partis les plus grands et les plus hétérogènes politiquement de la gauche anti-néolibérale, comme le PRC et le Linkspartei, sont de petites formations comparés aux partis dominants de centre-droit et de centre-gauche en Italie et en Allemagne, et les révolutionnaires organisés y sont marginaux. Mais dans certains cas, du fait de notre taille et de notre implantation, et surtout à cause du rôle que jouent nos militants dans les différents mouvements de résistance, nous pouvons exercer une certaine influence sur la façon dont la gauche se développe. C'est la raison pour laquelle il est important de s'engager à nouveau dans une discussion sur la stratégie. Lorsque nous étions dos au mur, nous avions essentiellement besoin d'une compréhension générale du marxisme et d'un désir de survivre.

Aujourd'hui, nous avons une chance de contribuer à renouveler la gauche. La vie est devenue meilleure, et donc plus compliquée. Que devrions-nous faire ?

L'ombred du passé

A partir du moment où on commence à essayer de répondre à cette question, nous sommes d'emblée confrontés à la nécessité d'apprécier la pertinence des discussions stratégiques du passé au regard de la situation présente. C'est la principale préoccupation des articles d'Antoine Artous (6) et de Cédric Durand (7), que nous reprenons de *Critique Communiste*.

La référence historique qui nous préoccupe ici est double : le modèle stratégique développé par la Ligue à la fin des années 60 et dans les années 70, et la référence historique particulière de ce modèle, à savoir la tradition du marxisme révolutionnaire allant de la Révolution Russe à l'Opposition de gauche sous Trotsky, en passant par la Révolution Allemande et les débuts de l'Internationale Communiste.

Artous écrit : « *Il est totalement unilatéral de dire que la Ligue se contentait de reprendre le modèle révolutionnaire de la Révolution russe. Elle entendait réactiver le travail d'élaboration mis en œuvre par l'I.C. non stalinienne puis par Trotsky (ou d'autres) dans l'approche des processus révolutionnaires en Europe de l'Ouest, dans des pays aux structures sociales différentes de celles de la Russie, en l'articulant aux expériences en cours (Chili, Portugal, etc.)* ».

La recension de Artous pourrait tout aussi bien s'appliquer aux réflexions stratégiques du Socialist Workers Party dans les années 1970. Cela ne signifie pas que nos emprunts au passé révolutionnaire étaient les mêmes que ceux de la LCR.

Nous ne partageons certainement pas l'autre point de référence de la Ligue, pointé à la fois par Artous et Durand, à savoir la guerre larvée de guérilla à la Mao et du Che. Cette divergence indique que le recours à la tradition est nécessairement un processus sélectif, dans lequel la relation de

chacun au passé est médiée par des présupposés spécifiques que d'autres peuvent ne pas partager : dans le cas de la LCR et du SWP, nos origines différentes dans le mouvement trotskyste (7).

Le fait que se relier à la tradition implique des choix souligne que la référence aux expériences révolutionnaires du passé nécessite un effort forcément contesté pour distinguer l'essentiel du transitoire, le pertinent du dépassé. Pendant les années 70 et 80, une grande partie de la controverse provoquée par la relation entre les luttes du présent et les expériences du passé se concentrait sur le marxisme classique focalisé sur Gramsci. Ses propres efforts tortueux et ambigus pour isoler ce qui était distinctif de la stratégie socialiste à l'Ouest ont été utilisés par les tenants de l'eurocommunisme pour légitimer un déni de la pertinence pour le présent des expériences révolutionnaires de 1917 et après, un processus qui a culminé dans la déconstruction de Gramsci lui-même en tant que marxiste, trop « classiste » pour les mouvements contemporains pluriels et décentrés en faveur de la démocratie radicale (8).

Cet exemple n'est pas destiné à rejeter toute attitude sélective et critique envers le passé au nom d'une orthodoxie sans faille. Bien au contraire, j'ai dit clairement qu'une telle attitude était inévitable. Malgré tout, le cas de l'appropriation de Gramsci par l'eurocommunisme peut servir d'avertissement pour montrer que des prétentions à la nouveauté et à la discontinuité peuvent dissimuler des stratégies de faillite qui sont familières : en l'espèce un repli sur la social-démocratie, elle-même prête à se transformer en social-libéralisme. Artous et Durand sont en tout état de cause soucieux de mettre en question la référence stratégique duale de la Ligue, son propre passé dans les années 1970 et les expériences du marxisme révolutionnaire en lien avec la Révolution russe. Artous exprime cela en termes relativement modérés. Il répète une formule utilisée par d'autres camarades de la LCR : la période en cours est caractérisée par la fin du cycle historique inauguré par Octobre 1917 (8).

Du fait de la période historique nouvelle dans laquelle nous nous trouvons, dit Artous, la Ligue a été dépouillée de ce qui précisément lui permettait auparavant de se définir comme une organisation révolutionnaire : une approche stratégique de la lutte pour la prise du pouvoir. La critique de Durand est considérablement plus large théoriquement, et iconoclaste dans les conséquences politiques qu'il en tire. La tradition révolutionnaire marxiste a été radicalement remise en question, prétend Durand, d'une part du fait de ses déficiences politiques théoriques, en particulier ce qu'il appelle (de façon un peu étrange) une préoccupation étapistes de la prise du pouvoir politique, en partie du fait que les transformations socio-économiques de la génération passée ont fragmenté la classe ouvrière et pluralisé et décentré les luttes.

De ces deux textes, celui de Durand est le plus difficile à aborder, a fortiori dans un article de la longueur de celui-ci. Ce n'est pas à cause d'une difficulté particulière inhérente à son sujet, mais du fait du terrain qu'il couvre en reformulant ce qui est devenu ces dernières décennies une critique assez familière du marxisme proposée par les tenants du postmodernisme, faisant parade dans cette démarche d'un éclectisme théorique qui parvient à citer des sources aussi diverses qu'Immanuel Wallerstein et Alfred Hirschmann comme autant d'autorités.

La version durandienne de cette critique présente un intérêt essentiellement en tant qu'articulation des idées reçues [en français dans le texte, NdT] de l'aile intellectuelle dominante du mouvement altermondialiste, en particulier dans l'hostilité qu'elle exprime envers toute tentative de poser le problème du pouvoir politique. Le titre du livre célèbre de John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, a résonné largement au sein du mouvement pour une autre mondialisation. Plutôt que de gâcher de l'espace et de l'énergie pour répondre aux arguments contestables de Durand, je vais me concentrer sur ses conclusions politiques. Mais cela ne signifie pas que je prends acte des assertions qui sont les siennes et que je les tiens pour vraies, bien au contraire.

L'Etat et la révolution aujourd'hui

L'axe fondamental de la pensée politique de Durand est bien représenté par le passage suivant :
« *En raison de la richesse de ses débats, de la diversité des forces sociales qu'il rassemble et de ses innovations organisationnelles, le mouvement altermondialiste est aujourd'hui le principal espace de convergences du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux pour la résistance anti-systémique ; c'est en son sein que peut se constituer un bloc historique à vocation hégémonique. Pour une organisation politique comme la nôtre, cela signifie que cet espace politique doit devenir le cadre de référence dans lequel se mènent les débats théoriques afin de dépasser celui issu de la Révolution russe et du « socialisme réellement existant » par rapport auquel notre courant s'est construit.* ».

Dans ce contexte, deux hypothèses stratégiques sont proposées. La première concerne la temporalité de l'action politique : celle-ci ne doit plus être centrée exclusivement sur la préparation de la révolution en tant qu'instant décisif, mais devrait être orientée vers la mise en mouvement d'un processus de transformation sociale dans lequel la crise révolutionnaire n'est qu'une étape.

La deuxième découle de ceci : au lieu d'un seul lieu de confrontation pour s'emparer du pouvoir d'Etat, il est nécessaire d'articuler une pluralité d'espaces stratégiques qui, bien qu'interdépendants, obéissent partiellement à des logiques et des dynamiques autonomes. En fait, j'irai plus loin et mettrai l'accent sur son importance en tant que cadre pour l'action politique aussi. Nous avons ces dernières années essayé de persuader les camarades de la Ligue de se lancer avec plus d'ardeur dans le mouvement, plutôt que, conformément à l'idéal utopiste de l'indépendance des mouvements sociaux, d'abandonner le travail spécialisé en leur sein à un nombre limité de camarades (9).

Mais Durand se leurre s'il croit que travailler dans le mouvement altermondialiste représente un saut dans un nouvel espace politique duquel tous les vieux débats du 20^e siècle ont été bannis.

Le mouvement est entremêlé de désaccords politiques et de rivalités organisationnelles, et il est de plus en plus obsédé par le problème de sa relation au politique. Ceci est illustré par le fait que, après la tentative flagrante du gouvernement de Lula de manipuler le Forum Social Mondial de Porto Alegre à ses propres fins, le Forum Social Européen est à l'heure actuelle paralysé par une discussion sur la question de savoir si le prochain Forum d'Athènes ne devrait pas être remis à plus tard pour éviter une collision avec les élections législatives italiennes d'avril (10). Et, pour revenir aux hypothèses stratégiques de Durand, quand la pratique de la Ligue, ou en fait de n'importe quelle organisation révolutionnaire sérieuse, a-t-elle été exclusivement centrée sur la préparation de la révolution en tant qu'instant décisif ?

Ce n'est pas non plus une question concernant le genre de contradiction, dont, selon Artous, la LCR souffre autant que le SWP, entre la rhétorique révolutionnaire et la pratique réformiste. Quelle que soit la façon dont nous considérons l'Internationale communiste, toute la problématique du front unique a été développée par ses dirigeants au début des années 1920 dans le but d'unir les révolutionnaires et les réformistes dans des luttes sur des revendications partielles.

Bien sûr, c'était conçu sur le long terme pour préparer la révolution, à la fois en élevant la confiance en soi et la combativité des masses et en affaiblissant l'influence sur elles des directions réformistes, mais toute tentative d'appliquer cette approche qui ne prend pas au sérieux la lutte immédiate et ses revendications est vouée à l'échec, comme le KPD s'en est rendu compte à ses dépens (et à ceux du monde) au début des années 1930.

Le reste de la première hypothèse de Durand a les mêmes relents de fausse polarisation. Bien sûr, la crise révolutionnaire est seulement une étape dans un processus plus large de transformation

sociale. L'insistance sur ce point est centrale dans la rupture de Marx avec le jacobinisme et le babouvisme.

Mais cela ne signifie pas que les tentatives d'opposer une conception ponctuelle de la révolution à un large processus de transformation soient théoriquement et politiquement innocentes. L'opposition entre la révolution sociale et la révolution politique dans les écrits de Kautsky, par exemple, est destinée à valoriser une conception du socialisme comme se développant graduellement en un processus organique sans ruptures brutales ni discontinuités. L'originalité de Lénine dans ce contexte est double. D'abord, il insiste sur l'irréductibilité du politique au social. Bensaïd le dit très bien : « *Lénine fut bien l'un des premiers à concevoir la spécificité du champ politique comme un jeu de pouvoirs et d'antagonismes sociaux transfigurés, traduit dans un langage propre, plein de déplacements, de condensations et de lapsus révélateurs* » (11).

Comme Bensaïd l'a dit aussi, c'est cette compréhension de la spécificité du politique qui impose à la pensée stratégique l'effort patient et persistant pour suivre le fil de la transformation révolutionnaire à travers tous les tours et les détours, les diversions et les impasses du labyrinthe politique (12).

Deuxièmement, dans *L'Etat et la révolution* Lénine se réapproprie la conception de Marx de la révolution comme un moment d'auto-émancipation. Artous se plaint que des textes comme celui-ci soient invoqués de façon de plus en plus mythique et exige leur relecture critique. Qui peut être en désaccord avec un tel appel ? Mais toute étude soigneuse de *L'Etat et la révolution* peut montrer comment il s'oppose à la conception dominante de la conquête du pouvoir dans la Deuxième et en fait dans la Troisième Internationales : une conception qui voit la conquête du pouvoir dans les termes décrits par Durand, en tant que prise de contrôle de l'appareil d'Etat existant par un parti qui se proclame le représentant du prolétariat. Autrement dit, le texte de Lénine est une expression de « l'autre âme du socialisme » de Hal Draper : le socialisme par en bas, la révolution comme irruption des masses dans l'arène politique, le moment clé d'un processus d'auto-émancipation (13).

D'où l'insistance de Lénine, non sur la capture, mais sur la destruction de l'appareil d'Etat existant et la construction d'un Etat nouveau basé sur des formes radicalement démocratiques de pouvoir populaire et prolétarien.

Cela ne signifie pas pour autant, évidemment, que son texte est sans problème, encore moins définitif, mais nous devrions le lire dans ce qu'il dit plutôt que de projeter sur lui un sens qui reflète les tentatives dominantes de réunir et de jeter à la poubelle de l'histoire l'expérience bolchevique dans sa totalité. Explorer comment la réalité du pouvoir des soviets est devenue quelque chose de tout à fait différent de l'Etat-commune, qui n'était plus un être-Etat dans le sens propre du mot évoqué dans *L'Etat et la révolution*, nous mènerait trop loin dans des débats familiers qu'Artous et Durand voudraient reléguer aux mauvais jours anciens du « court Vingtième Siècle ».

Mais cela nous laisse la question de savoir si les conceptions de Lénine sur le politique et la révolution ont quelque chose à nous dire aujourd'hui. La seconde hypothèse stratégique de Durand, qui nous invite à mettre à la place de la préoccupation du pouvoir d'Etat une pluralité d'espaces stratégiques, implique que tel n'est pas le cas. Mais il est tout simplement faux de prétendre que les mouvements de résistance contemporains peuvent éviter la question du pouvoir d'Etat (14). C'est devenu une partie du sens commun du mouvement altermondialiste, de la même manière que c'est le discours dominant sur la globalisation, de dire que l'Etat-nation est dans un déclin radical. Cette proposition ne tient pas face à une sérieuse analyse critique.

Elle oublie, par exemple, le rôle décisif joué dans le développement global des politiques néolibérales de privatisation, dérégulation, flexibilisation, etc., par un Etat particulier, les Etats-Unis, dont les prétentions à l'hégémonie militaire ces dernières années nous ont aussi rappelé que

l'Etat n'était pas mort (15).

Plus largement, les Etats capitalistes se sont réorganisés de telle sorte qu'ils sont moins les gestionnaires des espaces économiques nationaux que les agents organisateurs de la compétitivité et de la restructuration, mais ils demeurent des acteurs clé dans les domaines sociopolitique et économique (16). Cela est perçu de façon concrète dans les luttes qui se déroulent dans le monde. Le référendum français a marqué ce que Stathis Kouvelakis a appelé « le triomphe du politique » (17).

D'une part, le mouvement altermondialiste en France est entré de façon décisive dans le champ politique en faisant campagne contre la constitution. Qu'est-ce qui pourrait être plus centré sur l'Etat qu'un projet constitutionnel ? D'autre part, malgré les tentatives de certains dirigeants d'ATTAC et d'autres de mettre la victoire du Non à l'entier crédit des mouvements sociaux, des développements spécifiquement fonction de la politique des partis ont joué un rôle crucial dans le résultat : par dessus tout, la division dans le Parti Socialiste (PS) et le front unique forgé par les dirigeants PS anti-constitution, le Parti Communiste (PCF) et la Ligue. Durand a raison de féliciter Besancenot pour son rôle dans la campagne du Non, un rôle qu'il a joué, non pour le compte des mouvements sociaux, mais comme porte-parole d'un parti politique, la LCR (18).

L'impossibilité de contourner le politique et l'Etat a été démontrée, à la fois négativement et positivement, dans la région où la résistance est la plus avancée, en Amérique latine (19).

En Argentine, une section substantielle de la gauche radicale engagée dans la révolte de masse de décembre 2001 a ignoré les élections présidentielles au nom de l'autonomie des mouvements sociaux. Le résultat a été de donner l'initiative à la version de Nestor Kirchner de la politique péroniste, lui permettant de se présenter comme défenseur de la souveraineté nationale contre le FMI et dans le même temps de diviser et d'incorporer en partie les piqueteros. En Bolivie, les luttes contre la privatisation se sont nécessairement développées en confrontations avec des présidents néolibéraux successifs. Le dernier mouvement, en mai-juin de l'an passé, s'est focalisé sur la revendication de la renationalisation des réserves d'hydrocarbures boliviennes, une revendication adressée à l'Etat. C'est peut-être en reconnaissance de cette logique que les Zapatistes, qui sont parmi les plus bruyants hérauts de l'autonomie, ont abandonné leur alliance tacite avec le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) en réponse au tournant néolibéral de ce dernier et ont lancé une autre campagne pour pouvoir intervenir dans l'élection présidentielle de 2006.

Il est clair, aussi bien à partir de ses critiques sur le livre de Coutrot que de ses commentaires du texte de Durand, qu'Artous reconnaît que la question du pouvoir d'Etat est incontournable : si, comme il le dit clairement, démocratiser la production contraint à porter atteinte à la propriété privée, on ne voit pas comment cela pourrait être fait sans impliquer l'Etat. Mais évidemment un accord sur cette question ne détermine pas la question de savoir jusqu'à quel point la conception marxiste de la révolution socialiste reste pertinente aujourd'hui. On peut aborder cette question à différents niveaux d'abstraction. Je vais ici me contenter de deux. Pour commencer par le plus abstrait : est-il réaliste d'imaginer qu'un mouvement qui cherche à remplacer la logique du capital par une logique sociale différente puisse éviter une confrontation violente avec l'Etat existant ? Il me semble que la réponse découle de la question même. L'essentiel de la restructuration de l'Etat au cours de la génération passée a consisté à en faire un instrument plus efficace au service du Capital. Cette réorganisation institutionnelle et fonctionnelle a été accompagnée d'une intégration plus étroite des élites politiques aux milieux d'affaires et aux grands médias, à tel point qu'il y aurait lieu de reformuler une compréhension marxiste sophistiquée de l'Etat comme davantage qu'un simple instrument du Capital. Il paraît inconcevable qu'un tel Etat puisse résister à tout mouvement sérieux de transformation sociale avec moins de férocité que ses prédécesseurs de l'époque de Cavaignac et de Thiers, d'Hitler et de Franco, de Pinochet et de Suharto.

La section 9-1 du projet de Manifeste de la Ligue, citée par Artous, explique très bien le cas d'une rupture révolutionnaire. La véritable difficulté se situe à un niveau plus concret : étant donné que la révolution reste nécessaire, quelle forme peut-elle prendre aujourd'hui ? Le plus gros problème ici est celui du sujet révolutionnaire. Les époques révolutionnaires du passé ont impliqué la constitution d'une classe ouvrière historiquement spécifique en sujet politique : les ouvriers du textile de l'Angleterre du Nord ont formé la base de masse du Chartisme ; les prolétaires et semi-prolétaires de Paris fusionnant dans une plus large masse plébéienne en 1848 et 1871 ; les ouvriers qualifiés de la métallurgie de Pétersbourg et de Berlin, Turin et Glasgow à l'époque des Révolutions russe et allemande ; la masse des travailleurs semi-qualifiés de la deuxième révolution industrielle pendant la période de montée de la fin des années 1960 et 1970. Ce dernier sujet politique, jamais consciemment révolutionnaire, mais un de ceux dont l'auto-organisation et l'activité à son point culminant impliquaient une logique anticapitaliste, provoquant chez les patrons la grande peur qui a rendu possible des Thatcher, a été brisé et dispersé.

Le problème est en partie celui de la défaite : la grève des mineurs de 1984-1985 projette encore son ombre sur la classe ouvrière britannique. C'est, en partie, le processus de fragmentation, flexibilisation, et précarisation décrit par Durand. C'est aussi pour une autre part que la classe ouvrière industrielle considérable qui survit dans les pays capitalistes avancés est soumise à des vagues continues de restructurations reflétant la compétition entre les capitaux sur l'arène mondiale. Le développement d'un nouveau sujet révolutionnaire est un énorme défi théorique et politique. Mais il n'est pas sans précédent : pensons à Engels, dans son introduction de 1895 aux *Luttes de classe en France*, à Marx, expliquant que les tactiques de rue de 1848 ne convenaient plus à une époque d'organisation prolétarienne de masse.

Durand a tort lorsqu'il présente la fragmentation actuelle comme étant sans précédent historique. La classe ouvrière d'aujourd'hui a toujours été un assemblage hétérogène de différentes catégories de travailleurs salariés partageant une position objective commune dans le processus de production. Il a toujours fallu un processus complexe de lutte, d'organisation et d'intervention politique pour qu'une classe ouvrière particulière commence à se voir elle-même comme autre chose qu'un agrégat de travailleurs salariés, comme un sujet politique porteur d'une identité et d'un intérêt communs.

Nous n'en sommes, je pense, qu'à un stade primitif du processus de reconstruction de ce sujet, et nous sommes en grande partie ignorants de la forme que ce processus prendra dans l'avenir. Artous a raison de dire que des avancées significatives ne peuvent pas être réalisées sans des expériences novatrices en rapport avec la lutte des classes. Mais il a raison aussi de dire que cela ne signifie pas que nous devrions oublier toutes les expériences du passé, ou proclamer la nouveauté totale imaginaire à laquelle croit Durand.

Programme et parti

Cela laisse ouverte la question « que faire ? » aujourd'hui. Il peut être approprié de commenter ici certaines remarques que fait Artous sur le programme transitoire que je propose dans mon livre *An Anti-Capitalist Manifesto*. Artous utilise gentiment ce qu'il appelle « *un programme de transition assez étonnant* » pour illustrer la faillite de la pensée stratégique dans la Ligue : « *Il s'agit d'une série de 11 revendications immédiates et minimum, dont on ne voit pas très bien la portée transitoire, qui ne touchent qu'à la marge aux rapports de propriété capitalistes, et ne concernent à aucun moment le pouvoir politique. Comparé aux 11 points proposés par A. Callinicos, le Programme commun de gouvernement signé par le PS et le PC dans les années 1970 était résolument anticapitaliste !* ».

Il y a en politique un grand écart entre les revendications immédiates plus ou moins radicales et les buts révolutionnaires poursuivis par le parti, qui doit s'y tenir. Je suis loin d'être marié avec les revendications énumérées dans mon livre, qui, comme je l'ai dit, étaient avancées plus dans un esprit de discussion que comme programme fini (20). Mais je trouve les commentaires d'Artous un peu niais, pour être franc. Il se trouve que j'étais à Paris à l'automne de 1971 lorsque le PCF a publié ses propositions pour le Programme Commun de la Gauche. C'était un monde complètement différent de celui d'aujourd'hui, avec les premiers ratés dans les Trente glorieuses, dans le sillage immédiat de 1968, avant que l'orthodoxie keynésienne de l'économie politique ne soit brisée. Bien sûr, les revendications que j'ai suggérées plus de trente ans plus tard sont légèrement différentes.

Les voici :

- annulation immédiate de la dette du tiers monde ;
- introduction de la Taxe Tobin sur les transactions monétaires internationales ;
- retour au contrôle des capitaux ;
- introduction d'un revenu de base universel ;
- réduction de la semaine de travail ;
- défense des services publics et renationalisation des industries privatisées ;
- taxation progressive pour financer les services publics et redistribuer la richesse et les revenus ;
- abolition des contrôles de l'immigration et extension des droits de citoyenneté ;
- un programme pour éviter les catastrophes écologiques ;
- dissolution du complexe militaro-industriel
- défense des libertés publiques.

Maintenant, peut-être qu'Artous pense que la réalisation de ce programme, dont j'admets qu'il est incomplet, serait quelque chose de simple : c'est ce qu'il semble impliquer en le rejetant en tant qu'ensemble de revendications minimales immédiates. Si c'est le cas, il vit sur une planète différente de la nôtre. Il est toujours possible que des éléments d'un programme radical puissent être acceptés par une classe capitaliste dans des conditions de crise comme, par exemple, le gouvernement malaisien l'a fait lorsqu'il a adopté le contrôle des capitaux face à la crise asiatique de 1997-1998. Et il est vrai que le programme ne pose pas directement la question de la propriété sociale, au delà de la proposition de renationaliser les industries privatisées, ce qui n'est pas une mince affaire étant donné que le plus avancé des mouvements uniques contre le néolibéralisme que nous ayons vu jusqu'ici, le soulèvement bolivien de mai-juin 2005, s'est précisément centré sur cette revendication.

Tout programme sérieux doit avoir pour point de départ la situation de la lutte et la conscience des masses, plutôt que de déduire les revendications de principes abstraits. Mais une véritable lutte pour ces revendications, à la fois individuellement et dans leur totalité, entrerait directement en conflit avec la logique du capital tel qu'il existe aujourd'hui, dans l'ici et maintenant de l'ère de l'impérialisme néolibéral. Quelles que soient les discussions qu'on puisse avoir sur le contenu et le caractère complet des revendications que je propose, elles sont parfaitement cohérentes avec les axes programmatiques essentiels de démocratisation et de démarchandisation qu'identifie Artous : ainsi, par exemple, l'introduction du revenu direct universel, si elle était mise à un niveau permettant à chaque citoyen de satisfaire ses besoins de subsistance socialement reconnus, mettrait drastiquement en péril la domination de la force de travail par le capital. Artous met correctement en évidence, dans son compte rendu du livre de T. Coutrot, qu'une sérieuse résistance au néolibéralisme est porteuse d'une logique anticapitaliste, en particulier parce que la démocratisation et la démarchandisation impliquent le changement des rapports de propriété à travers le développement de la possession sociale. Ce n'est pas une proposition avec laquelle je peux être en désaccord, dans la mesure où je l'avance moi-même dans mon livre (21).

On peut spéculer sur ce qui pousse Artous à caricaturer ma position. Cela reflète peut-être la

dynamique du débat interne à la LCR, mais ce genre de fausse présentation n'est pas de nature à faciliter un débat sérieux.

Artous se moque un peu lourdement du SWP, dont il dit qu'il est prompt à affirmer son identité révolutionnaire et à introduire Lénine et Trotsky dans les débats politiques les plus mineurs. Mais sa critique de mes suggestions de revendications démontre qu'il est toujours captif d'un des dogmes du trotskysme orthodoxe, l'idée que le programme a une qualité magique inhérente à la façon dont il connecte les luttes en cours avec le renversement du capitalisme. En réalité, les programmes doivent développer une relation dynamique avec un contexte politique et économique en permanence changeant.

La différence entre les revendications énumérées ci-dessus et celles, remplies de propositions de nationalisation, que l'on trouve dans les documents anciens des partis ouvriers réformistes, comme le Programme Commun de 1972, est présente dans un argument de Durand contre la conception marxiste révolutionnaire de la transformation sociale.

Est-il correct de voir le prolétariat comme une classe qui est totalement dominée ? Dans cette perspective, à l'inverse de la bourgeoisie, qui peut réaliser des profits sous un régime féodal, le prolétariat ne peut rien gagner aussi longtemps que les rapports sociaux capitalistes sont dominants, et, par conséquent, la prise du pouvoir est une précondition à toute tentative de transformation sociale. Cette hypothèse n'est pas correcte. Le prolétariat a déjà conquis des positions qui constituent des éléments de continuité avec le socialisme pour lesquels nous nous battons. Je pense, par exemple, même si elles ont besoin d'être substantiellement approfondies, aux formes de socialisation qui existent dans le salaire social (salaire différé), les retraites, la protection sociale, les services publics (22).

C'est une étrange lecture de la tradition révolutionnaire que de lui attribuer la croyance que le prolétariat ne peut rien gagner tant que les rapports sociaux capitalistes sont dominants : pensez, par exemple, à Luxemburg et Trotsky quant aux continuités entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne. Bien sûr, le mouvement ouvrier peut remporter des gains substantiels dans le cadre du capitalisme. Le problème est que ces avancées ne peuvent jamais être considérées comme permanentes ; elles sont toujours contestées par des secteurs de la bourgeoisie et sont susceptibles d'être reperdues dans un environnement moins favorable, comme à présent, de crise économique prolongée et de défaites sérieuses du mouvement des travailleurs. Quel est l'intérêt de l'ensemble du processus de flexibilisation et de précarisation évoqué par Durand, si ce n'est de reprendre aux travailleurs des concessions passées qui sont considérées aujourd'hui par le Capital comme des obstacles à sa compétitivité ? Un avantage douteux d'être basé en Grande Bretagne est la conscience que cela donne de la fragilité des gains partiels : les pressions incessantes d'une classe capitaliste qui n'est jamais satisfaite des actes de capitulation du mouvement ouvrier, et qui revient sans cesse pour demander davantage de renoncements à des réformes qui semblaient en béton armé.

On peut prendre la remarque d'Olivier Besancenot citée par Artous - *Je suis un révolutionnaire parce que je soutiens de vraies réformes* - de diverses façons, mais l'une d'elles est : la révolution est la seule façon de garantir la sécurité des gains que les travailleurs ont réalisés dans le passé.

Artous objecte que maintenir le genre de perspective révolutionnaire classique défendue ici signifie que le plan pour construire une nouvelle force politique est, *de facto*, réduit explicitement à un *remake* des vieux plans d'unité des révolutionnaires. Mais cela n'est pas vrai. Les nouveaux partis de la gauche radicale, le Linkspartei, Respect, le Bloc de Gauche, l'Alliance Rouge-Verte, etc., sont des formations relativement informelles et ouvertes, souvent avec des structures internes quasi-fédérales. Ils sont aussi, programmatiquement, pour emprunter une formulation de camarades de la Ligue, des partis aux *délimitations stratégiques incomplètes*. Par exemple, ils tendent à laisser ouverte la

question de réforme ou révolution (23). Certains sont agacés par cette situation. Par exemple, un membre du groupe Quatrième Internationale britannique demande : Est-ce que Respect reste une coalition ou se transforme en un véritable parti politique (24) ? C'est, à nouveau, une fausse opposition. Le caractère de coalition des nouveaux partis de gauche convient à la situation présente. Et ceci pour deux raisons. D'abord, ils mettent ensemble des forces politiques tout à fait diverses : pensez, par exemple, au Linkspartei, qui contient le Parti du Socialisme Démocratique (PDS) post-stalinien, des syndicalistes du Parti social démocrate (SPD), des militants du mouvement social, et la gauche révolutionnaire ; une structure relativement lâche fournit un bon cadre pour la construction progressive de la confiance à travers le travail commun. Deuxièmement, l'intersection de la résistance au néolibéralisme avec la crise de la social-démocratie commence à disloquer des éléments significatifs des partis de la Deuxième Internationale. Il est par conséquent essentiel que les nouveaux partis soient suffisamment ouverts politiquement et organisationnellement pour être accueillants pour des transfuges de la social-démocratie.

Rien de tout ceci n'implique la liquidation des perspectives et de l'organisation distinctement révolutionnaires. L'hétérogénéité politique et organisationnelle elle-même des nouvelles formations de gauche signifie que des désaccords sérieux peuvent se développer en leur sein sur des questions stratégiques fondamentales. Il suffit de regarder la controverse dans le PRC sur la participation à un gouvernement de centre-gauche, ou de réfléchir au poids sur le Linkspartei du PSD et d'Oskar Lafontaine, ancien président et candidat à la chancellerie du SPD, pour comprendre cela.

Il est donc essentiel que des partis comme la LCR et le SWP continuent à construire des courants marxistes révolutionnaires organisés dans les mouvements de résistance et les formations politiques de la gauche radicale.

Mais il est important de ne pas approcher cette tâche de manière trop défensive. Il existe, comme je l'ai déjà dit, des opportunités réelles pour des marxistes révolutionnaires d'influencer les réalignements en cours à gauche. Ceci ne sera pas possible si nous sommes trop prudents. Aussi critique qu'il semble être de la majorité de la Ligue sur des questions larges de stratégie et de programme, Artous semble partager leur attitude de *wait and see* sur la possibilité d'une nouvelle force anticapitaliste en France. Il dit que le fait pour la Ligue de faire des propositions pour la création d'une nouvelle force est à l'évidence illusoire. Mais pourquoi est-ce si évident ? Bien sûr, la Ligue à elle seule est trop petite pour initier la formation d'un nouveau parti large de la gauche radicale. Mais une campagne dynamique de la LCR, dirigée vers toutes les forces diverses engagées dans la lutte pour un Non de gauche à la constitution pourrait contribuer à créer un nouvel équilibre des forces dans la gauche de la gauche. En tout état de cause, comment peut-on savoir si l'on n'essaye pas ?

L'approche de la majorité de la Ligue semble être de considérer qu'il y a peu de chances qu'une nouvelle force politique émerge de la campagne pour le Non, et de conclure que par conséquent il n'y a pas lieu d'investir trop d'énergie à essayer de le réaliser à court terme. Cela explique qu'elle se soit joint au chœur d'approbation des partis de gauche qui a accueilli la décision du Comité du Non de ne pas prendre position sur l'élection présidentielle de 2007.

Ceci implique une attitude passive, presque quétiste, qui traite le résultat des luttes comme réglé avant qu'elles n'aient eu lieu. Elle semble se concentrer uniquement sur les coûts d'un effort déterminé pour construire un nouveau parti large, sans considérer les effets bénéfiques même d'un échec pour une telle force. Nous sommes à un moment important dans l'histoire de la gauche radicale et révolutionnaire. L'audace est essentielle si nous ne voulons pas le laisser passer.

Notes

1 D. Bensaïd, *Fragments Mécréants* (Paris, 2005), p. 17.

2 Les documents publiés par *Critique Communiste*, *Intercontinental Press* et *International Socialism* constituent un trésor à propos de ces débats. Les interviews que mena Henri Weber (avant d'abandonner lui-même le marxisme révolutionnaire pour des pâturages apparemment plus fertiles) avec un certain nombre de dirigeants de gauche dans *Critique Communiste* sont d'une grande valeur. *The Lost Revolution* (Londres, 1983) de Chris Harman est, parmi d'autres, une redécouverte du débat stratégique mené lors de la révolution allemande de 1918-1923. *The Fire Last Time* (Londres, 1988), autre ouvrage de C. Harman, est une histoire marxiste essentielle du soulèvement de la fin des années 1960 et le début des années 1970. Voir aussi mon introduction à *Selected Writings*, I, (Londres, 2001) de Tony Cliff.

3 D. Bensaïd, *Une Lente impatience* (Paris, 2004), p. 463.

4 Voir la réponse de François Sabado, dirigeant de la majorité de la LCR « Démarche transitoire, Front unique, gouvernement ouvrier : Retour critique sur l'expérience de la LCR, du MIR chilien et de la DS brésilienne », 30 septembre 2005, www.europe-solidaire.org.

5 Il s'agit de l'article d'Antoine Artous : « La LCR et la gauche : sur quelques questions de stratégie », in *Critique communiste* n°176.

6 Article de Cédric Durand publié dans le présent numéro.

7 Comparez A. Callinicos, *Trotskyism* (Milton Keynes, 1990), disponible sur www.marxists.de, et D. Bensaïd, *Les Trotskysmes* (Paris, 2002).

8 E. Laclau and C. Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy* (London, 1985). Deux puissantes interventions du camp révolutionnaire. Voir P. Anderson, "The Antinomies of Antonio Gramsci", *New Left Review*, I/100 (1976), et C. Harman, "Gramsci versus Eurocommunism", *International Socialism*, 1.98 and 1.99 (1977).

9 Par exemple D. Bensaïd et al., « A Letter from LCR Comrades », *IST Discussion Bulletin*, n° 2, janvier 2003, p. 13.

10 Voir, par exemple, SWP Central Committee, "A Letter to LCR Comrades", *IST Discussion Bulletin*, no. 3, juillet 2003, pp. 6-7.

11 Pour deux contributions récentes sur l'altermondialisme, voir A. Callinicos, « The Future of the Anti-Capitalist Movement », (H. Dee, ed.), *Anti-Capitalism : Where Next ?* (London, 2004) et le prochain article de Chris Nineham dans *International Socialism*.

12 Bensaïd, *Une Lente impatience*, p. 121.

13 D. Bensaïd, « La politique comme art stratégique », dans *Un monde à changer* (Paris, 2003) ; une version de ce texte a été publiée en anglais dans « Leaps ! Leaps ! Leaps ! », *International Socialism* 2.95 (2002). Voir aussi le chapitre clé n° 14 « Strategy and Tactics », de Tony Cliff dans *Lenin*, 1 (London, 1975).

14 H. Draper, « The Two Souls of Socialism », disponible sur www.marxists.org, et sur les différentes conceptions du parti voir C. Harman, « Party and Class », et T. Cliff et al., *Party and Class* (London, 1997). Ces textes sont disponibles en français sur www.socialismeparenbas.org

15 J. Holloway et A. Callinicos, "Can We Change the World without Taking Power ?", *International*

Socialism, 2.106 (2005).

16 P. Gowan, *The Global Gamble* (London, 1999).

17 Voir, parmi une vaste littérature, C. Harman, "The State and Capitalism Today", *International Socialism*, 2.51 (1991), P. Hirst and G. Thompson, *Globalization in Question* (Cambridge, 1996), L. Weiss, *The Myth of the Powerless State* (Cambridge, 1998), et B. Jessop, *The Future of the Capitalist State* (Cambridge, 2002).

18 S. Kouvelakis, "France : The Triumph of the Political", *International Socialism*, 2.108 (2005). Voir aussi deux textes précédents de Kouvelakis : "Some Hypotheses on the Reasons for a (Not Merely) Electoral Defeat", et "A New Political Cycle", *IST Discussion Bulletin*, no. 5, July 2004.

19 B. Cassen, "ATTAC against the Treaty", et S. Watkins, "Continental Tremors", *New Left Review*, I/33 (2005).

20 Voir l'étude détaillée des mouvements populaires récents en Argentine, Bolivie, Brésil et Equateur (et la critique acerbe de l'esquive du problème du pouvoir politique de Negri-Holloway) de James Petras et Henry Veltmayer, *Social Movements and State Power* (London, 2005).

21 A. Callinicos, *An Anti-Capitalist Manifesto* (Cambridge, 2003), p. 132.

22 Ibid., pp. 128-30.

23 J'ai ignoré une seconde objection de Durand à propos de l'« hypothèse » classique, qui n'est pas pertinente dans la présente discussion.

24 Bensaïd et al., « Letter from LCR Comrades », p. 16.

25 F. LePlat, « Respect se construit », *Rouge*, 2 décembre 2005.

P.-S.

* Paru dans la revue « Critique communiste » n° 179 de mars 2006.